



Dr Roger Rua,
président du Club des
Acteurs de la Prévention
et président du Syndicat
des médecins libéraux
(SML)

***“La prévention doit devenir
le nouveau paradigme de notre
système de santé.”***

Prévenir l'apparition des maladies pour préserver le capital santé et éviter des soins... coûteux. La France peine à adopter ce paradigme, déjà largement ancré dans les pratiques des pays scandinaves ou aux États-Unis. Roger Rua, président du Club des Acteurs de la Prévention, détaille les risques de l'inaction actuelle et les pistes pour faire évoluer la situation.

Pratiques dentaires : L'UFSBD a mené de nombreuses actions de prévention sur le terrain pour sensibiliser à la santé bucco-dentaire divers publics comme les jeunes, les femmes enceintes ou les personnes en situation précaire. Quelle place accordez-vous à la prévention et quel intérêt présente-t-elle par rapport au « tout curatif », actuellement dominant ?

Roger Rua : Deux constats s'imposent. D'abord, l'explosion des maladies chroniques lourdes, en particulier le diabète.

prévention. Et ça marche : aux États-Unis, l'épidémie d'obésité régresse ! En France, nous sommes dans le « tout curatif » : même les complications sont traitées sur ce mode, alors que des mesures préventives pourraient atténuer leurs conséquences ou même éviter leur apparition.

Pratiques dentaires : Que proposez-vous pour favoriser la prévention dans le cadre de la future loi sur la santé ?

R. R. : Modéliser les effets de la prévention est possible. Des études américaines prouvent qu'arrêter de fumer, la première cause des maladies cardio-vasculaires, réduit le risque d'infarctus en un mois à peine. Il est donc possible de savoir combien d'interventions de ce type, parmi les plus coûteuses, seront évitées et combien de personnes pourront continuer à vivre en meilleure santé. Mais pour cela, il faut changer de paradigme, organiser le système, fixer des objectifs et mener des études pour en évaluer, l'efficacité. Pour lancer cette mutation, c'est l'état d'esprit des soignants qui doit évoluer mais aussi celui de la population. Il faut mener un travail d'éducation dès la plus tendre enfance, voire même avant – je pense aux femmes enceintes. En évitant tout ce qui peut l'être, alors il sera possible de consacrer plus de moyens à ce qui est inévitable. Il faut que chaque acteur retrouve sa place naturelle. L'hôpital doit se consacrer à soigner et à faire de la recherche, éventuellement à la pédagogie mais pas à la prévention. Ne laissons pas l'hôpital se disperser. Il n'a pas vocation à faire de la prévention, qui doit revenir à la médecine ambulatoire. C'est elle qui est la plus proche de la population et qui a un lien de confiance avec elle. Cette situation met les médecins dans une position privilégiée. Il faut stimuler les acteurs qui sont le plus à même d'ancrer la prévention dans les comportements. La mise en place du →

« Les pays nordiques ou les États-Unis consacrent jusqu'à 50% de leurs investissements de santé à la prévention. »

Elles consomment déjà 60% des dépenses de santé, taux qui pourrait atteindre 80% dans quelques années. Il faut ensuite prendre en compte l'augmentation de l'espérance de vie, qui induit une hausse du nombre de personnes âgées malades, ce qui viendra encore gonfler les dépenses. Nous allons dans le mur. L'hôpital ne pourra pas absorber cet afflux de malades. Or, aujourd'hui, la prévention, c'est quoi ? À peine 1% des dépenses. Les campagnes de sensibilisation se bornent à des interdictions ou des injonctions, qui sont inefficaces. Ce sont des « orages de communication » dont l'effet ne dure pas. Les pays nordiques ou les États-Unis consacrent jusqu'à 50% de leurs investissements de santé à la



PARCOURS

Astronaute ? Roger Rua y a songé, dans sa jeunesse, mais l'attrait de la médecine a été le plus fort. Installé en 1980 à Rueil-Malmaison en libéral, il manifeste très tôt son goût de l'action commune en créant avec d'autres médecins une association locale pour assurer la formation continue. Il s'oriente rapidement vers la médecine du sport. Cette spécialisation l'amène à développer son activité à l'hôpital Ambroise-Paré, de Boulogne, où il se focalisera sur la traumatologie et deviendra attaché consultant du service d'orthopédie d'urgence. Cet intérêt marqué pour le sport lui fera aussi intégrer le staff médical de l'équipe de France de basket. En 1984, il adhère au Syndicat des médecins libéraux (SML) pour éloigner la menace d'étatisation qui planait, alors, sur la médecine libérale. À ce premier pas succède un engagement permanent qui lui vaudra de passer par nombre de fonctions (trésorier, secrétaire général) et de devenir l'un des cadres de cet acteur de premier plan du paysage médical français. Président du SML depuis 2012, il défend sans relâche la mutation du système de santé vers un nouveau paradigme, dont la prévention serait le cœur névralgique.

dossier médical partagé pourrait être utilisée pour lancer des consultations de prévention. Aujourd'hui, tous les acteurs ont intérêt à changer de modèle, y compris les laboratoires pharmaceutiques, car ils vont être toujours plus ponctionnés pour financer des coûts qui, si rien ne change, vont connaître une croissance exponentielle avec le vieillissement démographique.

Pratiques dentaires : Si prévenir exige une évolution des comportements de tous les acteurs de la santé, à commencer par les personnes en bonne santé, quelles pistes d'action préconisez-vous ?

R. R. : Il faut porter les efforts sur la prévention primaire, parce qu'elle est simple, peu coûteuse et qu'elle touche au ferment des futures maladies. Nous proposons des actions qui ont trois versants : comportemental, pédagogique et incitatif. Il faut miser sur les jeunes, aux âges critiques, et leur donner

très mal appréciée. Aujourd'hui, le reste à charge est au même niveau qu'il y a 15 ans. Faute de prévention et du fait d'un taux moyen de remboursement des soins très faible, que se passe-t-il ? Beaucoup de gens ne se soignent pas et en arrivent à un besoin directement de prothèses, un phénomène facilité, parfois, par la bonne couverture qu'offrent les mutuelles. Il faut informer la population qu'une bonne hygiène bucco-dentaire est fondamentale. Elle peut éviter la prolifération de foyers inflammatoires qui ont une incidence directe sur la dégradation de l'état de santé. Une mauvaise hygiène bucco-dentaire peut aboutir, en cas de valvulopathie, à une insuffisance aortique. Le cœur va se dilater et donc se fatiguer plus vite, ce qui diminuera les capacités de récupération et, in fine, l'espérance de vie. L'hygiène bucco-dentaire entre donc évidemment dans le cadre de la prévention, d'autant plus que le faible taux de remboursement de certains actes induit un renoncement aux soins global d'autant plus élevé que les revenus sont faibles. La prévention primaire pourrait éviter le recours ultérieur aux soins et aux prothèses. Si nous arrivons à convaincre la population que se brosser régulièrement les dents permet d'éviter de porter une prothèse mais aussi, plus grave encore, de devoir se résigner à ne plus avoir de dents faute de moyens pour la pose d'une prothèse, alors nous aurons gagné.

Pratiques dentaires : La future loi de santé publique a placé la prévention au cœur de ses objectifs. Comment analysez-vous cette évolution et a-t-elle des chances d'être suivie d'effets positifs ?

R. R. : Cela fait vingt ans que nous proposons de mettre la prévention au cœur du système de santé. Que la loi de santé adopte cette optique est donc une bonne chose. Mais au vu des premières mesures prévues, comment ne pas être inquiet ? La prévention serait confiée à des membres de l'Éducation nationale ou à des salariés dans les entreprises après une rapide formation. Ce n'est pas la bonne voie. Ce flou n'est pas de bon augure. La prévention doit être confiée aux acteurs de santé. C'est un manque d'ambition préjudiciable, qui laisse penser que les pouvoirs publics ne sont pas encore pleinement convaincus de l'intérêt de la prévention. Or, différer sans cesse la mise en place d'un véritable système de prévention ne peut que retarder les effets positifs et aggraver les difficultés actuelles. ■

“ Nous proposons des actions qui ont trois versants : comportemental, pédagogique et incitatif. ”

les éléments de réflexion pédagogiques pour sortir du mode punitif ou de l'injonction. Il faut démontrer l'intérêt de la prévention. Comme nous ne pouvons pas adopter les mesures existant ailleurs, du fait des différences culturelles, il faut inventer un système de prévention original qui combine des actions à destination de la population et la mise en place d'un encadrement qui fixe des objectifs. Il faut, en premier lieu, convaincre les acteurs impliqués, la population et les médecins, avec une information intelligente et pédagogique. Certes, il existe déjà des initiatives mais sans interaction les unes avec les autres. Combien avons-nous d'agences chargées de la prévention : cinq, six ? Une seule suffirait. Il faut sortir du système de silos pour interagir en vue d'atteindre des objectifs communs. Il faut que les gens comprennent qu'ils disposent d'un capital santé et qu'ils doivent agir pour le faire fructifier, sinon il va s'abîmer. Cela prendra du temps, peut-être une génération ou plus, il faut donc commencer maintenant.

Pratiques dentaires : Quelle place la santé bucco-dentaire devrait-elle occuper aujourd'hui dans un schéma de prévention ?

R. R. : Dans la réflexion de l'Assurance Maladie, l'importance des actes dentaires est